

www.ifdc.org

M. Peter McPherson devient le nouveau président du Conseil d'administration de l'IFDC



M. Peter McPherson

Le Conseil d'administration de l'IFDC a élu, le 21 octobre 2004, son nouveau président, M. Peter McPherson.

« Je suis très heureux de ce que Peter McPherson ait accepté d'être président du Conseil d'administration de l'IFDC. J'ai connu et travaillé avec Peter pendant de nombreuses années et je suis sûr qu'avec lui le Centre connaîtra un leadership exceptionnel. » a déclaré Dr E. Travis, le président sortant du Conseil d'administration de l'IFDC en annonçant l'élection de McPherson.

Saluant cette annonce, Dr Amit H. Roy, Président-directeur général de l'IFDC a déclaré : « Au nom de l'administration et du personnel de l'IFDC, je souhaite la plus cordiale bienvenue à M. McPherson. Nous nous réjouissons de l'enthousiasme et du dynamisme que son leadership saura

impulser au Conseil d'administration pour que le Centre connaisse de nombreuses autres années de progrès continu. »

Il est difficile de résumer en quelques pages l'extraordinaire carrière de McPherson dans le monde du développement agricole international, des universités, des finances et des affaires publiques. Bien qu'il ait servi trois présidents des Etats-Unis à divers titres et qu'il soit très respecté par les politiciens des deux partis politiques américains, McPherson est un homme simple, modeste et fier de ses racines. « Je suis très fier de l'histoire de ma famille », dit McPherson. « Je suis né et j'ai été élevé dans une ferme près de Lowel, Michigan qui appartient à ma famille depuis plus de 160 ans. »

La carrière de McPherson l'a conduit de cette ferme de Michigan à la Maison Blanche au poste d'Assistant spécial du Président Ford et de Directeur adjoint du cabinet du Président au milieu des années 70. Il a occupé d'autres postes dont celui de Président du Conseil d'administration de Overseas Private Investment Corporation dans les années 80 ; Administrateur de l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID) durant les années 1981-1987 ; et Secrétaire adjoint de la Direction du Trésor de 1987 à 1989. Il a été Vice-président de Global Debt Restructuring Administration en 1989-90 et Vice-président du Groupe de gestion des investissements de la Bank of America au début des années 90. Son plus récent poste était celui de Président de l'Université de l'Etat de Michigan de 1993 jusqu'au début de l'année 2005.

L'expérience qui, peut être, lui a apporté le plus de satisfaction dans sa carrière est celle de coprésident du « Partenariat pour mettre fin à la famine en Afrique », où il

devait conjuguer les efforts pour changer la face de l'Afrique. McPherson souligne que « la vraie ressource dont disposent les pays en développement c'est le désir des gens d'aller de l'avant ». Il mesure l'importance du rôle de l'agriculture dans l'amélioration du bien-être social. Selon lui, « Chaque fois qu'un secteur agricole performant génère un dollar de revenu dans les pays en développement, il se crée trois dollars de revenus non agricoles ». McPherson insiste sur le fait que « le développement judicieux de la biotechnologie et d'autres technologies améliorées pourrait enclencher une révolution agricole en Afrique encore plus spectaculaire que la 'Révolution Verte' du milieu du vingtième siècle ».

McPherson a été Président du Board for International Food and Agriculture Development (BIFAD). BIFAD joue un rôle de conseil auprès de l'Administrateur de l'USAID pour les problèmes et les priorités relatives au développement agricole. En outre, McPherson préside le Conseil consultatif du Secrétaire à l'Energie. Il est un des directeurs de Dow Jones and Company, le propriétaire du *Wall Street Journal*.

McPherson a obtenu une licence en sciences politiques en 1963 à l'Université de l'Etat de Michigan (MSU). Son intérêt pour la lutte contre la faim dans le monde se révéla dans les années qui suivirent (1964-65), pendant qu'il travaillait comme volontaire du corps de la paix au démarrage d'un programme américain d'alimentation scolaire au Pérou. En 1967, il obtint sa maîtrise en gestion des affaires à l'Université de Michigan Ouest et en 1969, un doctorat en droit à la faculté de droit de l'Université Américaine. ♦

IFDC Report

Publication:

IFDC—Un Centre International pour la Fertilité des Sols et le Développement Agricole

Éditrice:

Marie K. Thompson

Traduction:

Wisdom Tenge

Le *IFDC Report* est une publication semestrielle de l'IFDC, Muscle Shoals, Alabama, USA. Téléphone : 256-381-6600, Télécopie : 256-381-7408, E-Mail : general@ifdc.org, Web Site : <http://www.ifdc.org>. Sauf indication contraire, les textes publiés dans *IFDC Report* tombent dans le domaine public et peuvent être reproduits librement à condition de mentionner la source et de nous envoyer une copie du texte reproduit. Les abonnements sont gratuits. Les versions espagnole et française de l'IFDC Newsletter sont disponibles à l'IFDC.

L'IFDC est une organisation internationale publique à but non lucratif, gouvernée par un conseil d'administration international composé de représentants de pays développés et de pays en développement. Le centre bénéficie de l'appui de différentes agences bilatérales et multilatérales, de fondations privées et de gouvernements. L'IFDC se concentre sur la croissance et la durabilité de la productivité alimentaire et agricole dans les pays en développement par la mise au point et le transfert de technologies efficaces de gestion des éléments nutritifs et d'expertise en agro-industrie.

Président – Directeur Général:

Amit H. Roy

Conseil d'administration:

M. Peter McPherson (U.S.A.),

Président du Conseil d'Administration

Roelof Rabbinge (Pays-Bas),

Vice-président du Conseil d'Administration

Soumaïla Cisse (Mali)

Al Giese (U.S.A.)

John B. Hardman (U.S.A.)

Hiro Yoshi Ihara (Japon)

Fayez E. Khasawneh (Jordanie)

Patrick J. Murphy (U.S.A.)

Ruth Oniong'o (Kenya)

Edward C.A. Runge U.S.A.)

Abdelmajid Slama (Tunisie)

Changement d'adresse :

Veillez prévoir six semaines pour tout changement d'adresse et envoyer la nouvelle adresse à : IFDC Report, P.O. Box 2040, Muscle Shoals, Alabama 35662, U.S.A.

L'IFDC aide à préserver la faune et la flore au Malawi

En septembre 2004, Wilderness Safaris, une compagnie touristique privée qui gère la réserve nationale de chasse de Liwonde sollicite l'assistance de l'IFDC. Cette réserve est le plus beau parc de la partie méridionale du Malawi, le long du fleuve Shire. La compagnie s'inquiétait du braconnage qui endommageait la faune et la flore du parc. Cette situation affectait en retour le tourisme qui, après le tabac, est le plus grand pourvoyeur de devises étrangères du Malawi.

Le Directeur général de Wilderness Safaris a expliqué que la majorité des braconniers étaient des villageois vivant à la lisière du parc et qui étaient confrontés à l'insécurité alimentaire et au manque d'activités génératrices de revenus. Selon lui, si l'IFDC pouvait stimuler des activités agricoles rentables dans le voisinage du parc, cela contribuerait à réduire considérablement le braconnage.

Une équipe de l'IFDC visita le parc en octobre 2004 pour mener une évaluation rurale participative en vue d'étudier les possibilités de démarrage d'activités agricoles près du parc. Une rencontre fut organisée entre le personnel du Ministère des Parcs et de la Faune et du Ministère de Développement de l'Agriculture et de la Vulgarisation, des chefs de village et même un ancien braconnier qui est devenu un paysan modèle.

L'évaluation a révélé un fort taux de braconnage de poissons, d'animaux et de plantes ; le fonctionnement intermittent d'une clôture électrique autour du parc ;

et le manque de coopération entre le personnel du parc, le personnel agricole, les agents de développement communautaire et le grand public. Elle a aussi indiqué que les plus importantes causes d'insécurité alimentaire étaient : la pauvreté des sols ; les mauvaises techniques de production ; les faibles rendements ; la destruction des cultures par les animaux ; le manque d'accès aux crédits pour l'achat des intrants agricoles ; la faible pluviométrie et le manque d'intrants agricoles – semences, engrais et produits phytosanitaires. Concernant la faiblesse des revenus, l'étude a révélé un manque de marchés organisés pour les cultures de rente et l'absence de structures de crédit pour les activités génératrices de revenus.

L'IFDC a proposé plusieurs interventions qui sont en cours d'exécution. Le Centre a aussi organisé un atelier de formation pratique au champ à l'intention de 37 paysans. Les thèmes de cette formation incluaient : l'espacement des billons et la densité de semis, les méthodes de semis, l'importance des semences de maïs hybride, les différents types d'engrais pour la fumure de couverture et la fumure de fond, les méthodes d'application d'engrais, l'importance du sarclage et l'approvisionnement en intrants.

Après la démonstration au champ, des paquets d'intrants ont été distribués aux paysans. Ces paquets contenaient 1,5kg de semences de maïs hybride, 10kg d'engrais composés comme fumure de fond à appliquer lors des semis et 10kg d'urée comme fumure de couverture. Des dépliants rédigés dans la langue locale montrent exactement les techniques d'utilisation de ces intrants. L'IFDC a recommandé de planter des rangées d'arbres de protection le long de la clôture du parc pour empêcher l'entrée des éléphants et d'autres animaux sauvages. L'IFDC a également recommandé au Gouvernement d'augmenter le nombre de gardes armés qui surveillent les limites du parc.



Photo IFDC Malawi

Costa Mwale, agronome à l'IFDC montre aux paysans l'importance du labour suivant les courbes de niveau, lors d'une démonstration au champ.

(La suite à la page 3)

L'IFDC a exhorté les paysans à produire davantage de cultures de rente telles que les tomates, le coton et l'oignon. L'ancien braconnier cultive maintenant des légumes d'excellente qualité dans son champ. Le revenu d'une année de cette activité commerciale lui a permis de s'acheter un poste radio et un téléphone mobile. Il a pu construire aussi une petite maison. Il lui aurait été impossible de faire ces acquisitions avec l'argent provenant du braconnage.

Pour assurer l'approvisionnement en intrants agricoles dans cette zone, l'IFDC a recommandé que des distributeurs potentiels soient identifiés non loin de là pour que les paysans n'aient pas à parcourir de grandes distances pour s'approvisionner en engrais et autres intrants essentiels.

Cette activité qui est plutôt inhabituelle pour l'IFDC a englobé l'agriculture, la protection de la faune et de la flore et l'assistance au secteur privé à travers le transfert de technologie ; ce qui démontre l'importance des synergies entre les différents acteurs. En conséquence, l'environnement du Malawi sera protégé, les paysans démunis auront un revenu et le tourisme aura un futur assuré. ♦

La république du Kirghizstan accueille un événement agricole majeur pour l'Asie centrale

Osh, au Kirghizstan a accueilli, du 2 au 4 décembre 2004, un grand événement agricole pour l'Asie centrale. Le salon international de l'agriculture de la vallée de Ferghana a regroupé environ trois milles participants venant de quatorze pays. Parmi les pays représentés figuraient Israël, l'Inde, la Malaisie, les Pays-Bas, les Etats-Unis, la Turquie, l'Allemagne, la Biélorussie, l'Italie, la Moldavie, la Russie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan. Parmi les participants figuraient des paysans, des négociants, des investisseurs, des parlementaires, des Ministres de l'Agriculture, des Ambassadeurs, des représentants de bailleurs de fonds et d'autres personnalités, ainsi que des fabricants, distributeurs et fournisseurs d'intrants agricoles, de machines et pièces de rechange, d'équipements de transformation et de nouveaux services et technologies.

Ce salon était coparrainé par le Ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Transformation de la République Kirghize et – l'Association des Industriels du Kirghizstan (AAK) qui comprend 170 membres cotisants.

AAK se fait le champion de la fourniture d'intrants de bonne qualité et de semences de variétés à haut rendement, d'engrais, de produits phytosanitaires et d'autres intrants nécessaires pour les producteurs. L'association fournit également aux paysans des services et des informations sur les technologies modernes, crée des conditions propices à la production à hauts rendements et favorise une amélioration des conditions de vie des populations rurales du Kirghizstan.

Le salon agricole présentait une vaste gamme de produits agricoles dont des équipements, des semences, des engrais, des produits phytosanitaires et autres matériels recherchés par le secteur privé dans la région. L'événement a ouvert des opportunités commerciales pour toutes les entreprises qui avaient exposé leurs produits. Les exposants ont fait plus de 650 nouveaux contacts. Par exemple, une compagnie biélorusse de tracteurs s'est montrée vivement intéressée à établir un point de distribution de ses produits au sud du Kirghizstan. Un exposant local a décroché un contrat pour l'exportation, l'année prochaine, de 10 000 plants de rosiers vers les Pays-Bas. Une compagnie israélienne spécialiste de l'irrigation goutte à goutte a signé un contrat avec une association de producteurs en serre. Outre l'exposition commerciale, huit séminaires ont été organisés par des fournisseurs internationaux et des professionnels agricoles sur de multiples thèmes. ♦

Photo IFDC/Kirghizstan



La Coopérative Nukok Potato (un membre de l'AAK) expose fièrement des semences de pomme de terre.

Photo IFDC/Kirghizstan



Le salon agricole a attiré des visiteurs de 14 pays. A partir de la gauche : Dr Amit Roy, Président-directeur général de l'IFDC ; Mme Aziza Yuldasheva, Directeur de l'IFDC Kirghiz et Directeur exécutif de AAK ; Dr Ed Runge, membre du Conseil d'administration de l'IFDC ; et Scott Wallace, Chef de partie, IFDC/Kirghizstan.

Une famille paysanne togolaise bénéficie du projet d'amélioration de la fertilité des sols

Le projet de gestion intégrée de la fertilité des sols (GIFS) mis en œuvre par l'IFDC a élaboré une approche de développement agroindustriel qui focalise sur les processus d'intensification agricole axés sur l'innovation technique et institutionnelle. Ce projet vise à faciliter l'accès des paysans et des commerçants aux intrants, aux crédits, au marché et à l'information. Le projet GIFS est mis en œuvre par les membres du réseau AISSA – l'Intensification Agricole en Afrique Subsaharienne. Le réseau AISSA couvre 7 pays – le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Togo – et comprend plus de 30 organisations gouvernementales et non gouvernementales qui servent d'institutions d'appui. Des organisations paysannes de la GIFS ont été créées dans plus de 130 villages.

L'article ci-après décrit une famille paysanne au sud du Togo qui a bénéficié des techniques améliorées développées en collaboration avec une organisation paysanne. Ces initiatives ont permis à la famille d'améliorer leurs sols, d'intensifier leur production et de diversifier leurs sources de revenu.

Les sols au sud du Togo se sont considérablement dégradés au cours des trois dernières décennies. La méthode traditionnelle de jachère qui permettait au sol de restaurer sa fertilité, n'est plus possible en raison de l'accroissement de la pression démographique, qui est actuellement de 300 habitants au km². Les paysans de cette région sont contraints de pratiquer la culture continue sur de petites parcelles d'environ 1ha : ce qui ne fait qu'accroître l'épuisement des sols.

Ametoko Houndadika est l'un de ces paysans. Il vit dans la Région maritime du Togo et cultive le maïs, le manioc, la patate douce et le niébé sur une superficie de 8 hectares. Ayant appris l'existence d'une nouvelle organisation paysanne, Akossounsi, la femme d'Ametoko, a décidé d'y adhérer. Son champ d'un quart d'hectare, qu'elle tient de son mari, du fait de sa situation au bord d'une route principale, a été choisi comme parcelle d'apprentissage pour un projet centré sur l'amélioration de la fertilité des sols. Ce projet est mis en œuvre par l'IFDC en collaboration avec des organisations partenaires locales. « Pour apprendre davantage sur les techniques améliorées, j'ai décidé d'aider ma femme à cultiver sa parcelle », dit Ametoko. « J'ai appris ainsi plusieurs techniques améliorées qui combinent les légumineuses dont le mucuna, le phosphate naturel du Togo et les engrais minéraux dans la production du maïs et du manioc. »

Lorsque son champ servait de parcelle d'apprentissage, Akossounsi appliquait le phosphate naturel avant de semer le maïs. Pendant la grande saison pluvieuse, elle a essayé la combinaison maïs-mucuna, une légumineuse

qui apporte de l'azote au sol ; elle a également utilisé de l'engrais minéral contenant de l'azote, du phosphate et du potassium. Après la récolte du maïs, le champ était couvert de mucuna pendant la petite saison pluvieuse. Pendant la saison sèche, le champ restait couvert par une fine couche de mucuna sec. Un labour minimal est pratiqué au début de la saison pluvieuse suivante. Plus tard, elle



Ametoko et sa famille

Photo Francis Tamelokpo

(La suite à la page 5)

introduisit le manioc associé au maïs et appliqua l'engrais minéral sur les deux cultures sur la même parcelle. Un système de rotation était ainsi établi : maïs-mucuna pendant une année et maïs-manioc l'année suivante, toujours avec l'apport d'engrais minéraux. Après quatre ans, son rendement en maïs a augmenté de ¼ t/ha et celui du manioc est passé de 3t/ha à 27t/ha.

Après avoir observé les bons résultats obtenus par sa femme, Ametoko a commencé à appliquer des engrais minéraux sur ses cultures de maïs en association avec le mucuna. « Les augmentations de rendement obtenues par ma femme dans son champ m'a convaincu qu'il était mieux d'utiliser le mucuna. » dit Ametoko. « Les expériences qu'elle a menées m'ont aussi appris à utiliser les ordures ménagères, le fumier, les résidus culturaux et l'arachide pour améliorer la fertilité du sol. Avant de faire partie

du projet, je ne connaissais aucune méthode de semis et la densité des plants était très faible. J'appliquais rarement les engrais et les rendements de maïs dépassaient à peine 1t/ha. Avec les nouvelles techniques, j'obtiens présentement plus de 4t/ha. »

L'adhésion à une organisation paysanne a permis à Akossounsi et à d'autres membres (hommes et femmes) non seulement de participer aux séances d'apprentissage, aux ateliers ruraux et aux journées portes ouvertes, mais aussi d'avoir accès aux intrants et aux marchés de produits agricoles. Parce que l'accès aux marchés constitue une contrainte majeure dans la zone, l'organisation a formé des unions qui permettent aux paysans de négocier avec les décideurs, les fournisseurs d'intrants et les commerçants. Les unions essaient d'influencer les décisions concernant l'approvisionnement en intrants

et la commercialisation des produits agricoles en défendant l'intérêt des producteurs.

De plus, l'association offre des installations de stockage à tous ses membres. Les produits stockés servant de garantie, les membres ont accès à des crédits sans avoir nécessairement un compte à la caisse de crédit et d'épargne. Une partie du crédit est accordée sous forme de bons d'engrais minéral et l'autre en argent liquide. L'argent sert souvent à couvrir les dépenses ménagères et les frais de scolarité des enfants. Cependant, le crédit doit être remboursé en six mois. La partie stockée de la récolte n'est sortie et vendue qu'en période de soudure lorsque les prix deviennent attractifs. L'association vend le produit stocké pour aider au remboursement des crédits et le reste est reversé aux membres. Les bons garantissent l'accès aux engrais dans les principaux centres d'approvisionnement.

Ametoko souligne que les techniques qu'il utilise l'aident non seulement à maintenir la fertilité des sols, mais aussi à augmenter la production vivrière et les revenus de la famille. Ainsi, en une année, il peut retirer environ 3 000 000 CFA Francs (5 882 00 dollars US) de la culture de la patate douce et 900 000 CFA Francs (1 765 00 dollars US) de celle du maïs. Avec un tel revenu, Ametoko peut bien prendre soin de ses enfants qui sont scolarisés. Il a une belle maison dans son village, deux motos et un moulin à farine. Ses activités lui assurent un revenu stable. Tout récemment, il a acheté un camion qui transporte des produits agricoles vers divers marchés régionaux. Il projette d'ouvrir un compte à la caisse de crédit et d'épargne pour économiser et avoir accès aux crédits. ♦

Fertilizer International choisit Dr Norman Chien pour le Prix inaugural Pierre Becker

Fertilizer International a discerné, le 4 août 2004, le prix inaugural Pierre Becker à Dr Norman Chien, principal spécialiste en chimie des sols de l'IFDC. Le prix remis à Chien par John French, l'éditeur de Fertilizer International portait cette inscription : « En reconnaissance de votre contribution exceptionnelle à la compréhension, à l'utilisation et à l'application des ressources en phosphate, l'éditeur, le personnel et le comité de rédaction de la revue *Fertilizer International*

rendent hommage à Dr S. H. Chien. La qualité, l'originalité et l'application pratique de vos recherches méritent à juste titre l'admiration de vos nombreux amis dans le monde des engrais. »

Ce fut l'occasion d'honorer la mémoire d'un homme qui a apporté une contribution inestimable à la connaissance des phosphates et des avantages que ce minéral peut présenter pour l'humanité. Pierre Becker jouissait d'une renommée mondiale depuis la parution de son livre intitulé *Phosphates and Phosphoric Acid*. Ce livre a été salué comme un classique par tous ceux qui s'intéressent au secteur des phosphates. Il couvre de la façon la plus complète tous les aspects de la techno-



logie relative au traitement des phosphates naturels et la production en aval des engrais phosphatés. Comme le rappelle French, « Pierre Becker n'était pas seulement une éminente autorité en matière de phosphates, mais aussi un par-

tisan infatigable de l'avancement de la compréhension de la technologie des phosphates et des engrais phosphatés. Par dessus tout, il était pourvu d'une très grande humanité ce qui im-

(La suite à la page 6)

(Suite de la page 5)

posait le plus grand respect professionnel et inspirait la plus profonde affection parmi tous ceux qui ont eu l'honneur de travailler avec lui. »

Chien, le premier récipiendaire du prix Pierre Becker, cultive hautement les valeurs établies par Pierre Becker. Il est considéré par ses pairs à travers le monde, comme un expert en utilisation des phosphates naturels et des produits phosphatés modifiés pour accroître la production alimentaire. Chien a débuté sa carrière à l'IFDC en 1975. Il a mené des recherches de base et appliquées impliquant des études de laboratoire sur les réactions des phosphates naturels et des produits phosphatés modifiés dans le sol et l'évaluation de leur efficacité agronomique telle qu'influencée par les sources de phosphate naturel, les propriétés des sols et les espèces de cultures. Il a mené de nombreux projets sur l'évaluation agronomique des phosphates naturels de la Tunisie, l'Algérie, l'Inde, la Jordanie et l'Ile Christmas. Chien a également mené des recherches très utiles sur le problème du cadmium contenu dans les engrais phosphatés appliqués aux sols utilisés pour l'agriculture végétale. Chien a publié plus de 100 articles scientifiques sur l'utilisation des engrais phosphatés dans la production agricole et a participé à de nombreuses conférences nationales et internationales. ♦

Un atelier en Afrique du Sud sur les systèmes de réglementation des intrants agricoles produit des résultats marquants

L'IFDC a organisé, du 16 au 20 août à Pretoria en Afrique du Sud, un atelier international sur la réglementation des intrants agricoles. L'objectif principal de l'atelier était de favoriser une meilleure compréhension des aspects clés de l'élaboration de systèmes de législation et de réglementation des engrais, des semences et des produits phytosanitaires. L'IFDC est un leader dans ce domaine au niveau national et régional, pour l'Afrique de l'Ouest et du Sud, les Balkans et l'Asie Centrale. Cette activité a été cofinancée par la Société des Engrais d'Afrique du Sud, l'Organisation Nationale Sud-africaine des Semences et Crop Life Afrique du Sud.



Le programme comprenait des exposés et des débats sur : (1) les aspects techniques de l'élaboration des lois et des réglementations pratiques régissant les engrais, les semences et les produits phytosanitaires ; (2) les composants critiques de législation dans les efforts d'harmonisation régionale et internationale et le point des efforts d'harmonisation en cours en Afrique de l'Est/du Centre, de l'Ouest et du Sud ; (3) des études de cas relatifs aux systèmes américains et européens ; et (4) des voyages d'étude dans des laboratoires d'essai des engrais, des semences et des produits phytosanitaires et l'observation des pratiques d'échantillonnage et d'inspection. Les participants ont pu faire des comparaisons avec ce qui se fait chez eux ; ils ont beaucoup appris de leurs homologues et compris l'économie et les avantages de systèmes réglementaires efficaces et harmonisés.

L'atelier de formation était destiné aux décideurs politiques, responsables gouvernementaux chargés de l'élaboration et de la mise en œuvre des systèmes de réglementation des intrants agricoles, les dirigeants des associations professionnelles de distributeurs d'intrants agricoles privés ayant un intérêt économique dans ces politiques et les représentants des organisations régionales chargées de l'harmonisation des réglementations et de la suppression des barrières commerciales.

L'atelier a regroupé 33 participants venant de 12 pays africains, du Pakistan et d'Haïti. Les principales organisations régionales subsahariennes étaient représentées. Les participants ont été parrainés par des projets financés par l'USAID, le Ministère de la Coopération du Développement des Pays-Bas (DGIS), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) la South African Development Community (SADC).

Recommandations

Les participants ont fait les recommandations suivantes :

- Les gouvernements et les organisations régionales doivent impliquer les distributeurs d'intrants privés agricoles et les associations professionnelles dans tous les processus et politiques de réglementation.

(La suite à la page 7)

- Les pays africains doivent adapter des modèles de programmes existants, qui sont compatibles avec les marchés ouverts et l'harmonisation régionale.
- Des organisations régionales appuyées par l'IFDC, l'Association Africaine du Commerce des Semences (AFSTA), CropLife et les autres doivent formuler des directives à proposer aux Ministres de l'Agriculture pour appuyer les efforts de réglementation.
- L'expérience sud-africaine et les trois associations professionnelles agricoles représentent une importante source d'assistance pour les autres pays et elles sont disposées à aider.
- Les principaux pays et acteurs régionaux devraient encourager les gouvernements et les bailleurs de fonds à appuyer les demandes d'assistance technique par l'IFDC en vue d'établir des systèmes efficaces.
- Cet atelier doit être suivi de programmes de formation organisés selon les types d'intrants et par région. Les gouvernements et les organisations régionales doivent chercher l'appui des bailleurs de fonds pour développer des marchés d'intrants agricoles et des systèmes de réglementation.
- Les pays doivent trouver un équilibre raisonnable entre le contrôle phytosanitaire et les exigences de la commercialisation et de la disponibilité en temps requis des nouvelles variétés de semences.
- Les pays devraient pouvoir tirer profit de la biodiversité africaine existante dans les programmes de semences, dont les hybrides et les organismes génétiquement modifiés. Il faudrait s'inspirer des techniques traditionnelles, par exemple les bio-pesticides, et les techniques de conservation qui sont négligées.
- Il faut davantage d'informations payantes pour assurer la durabilité des systèmes.
- Les différentes approches d'harmonisation adoptées dans les trois sous régions en Afrique doivent être documentées.
- Il faudrait créer un forum où les responsables des trois initiatives sous-régionales pourraient se rencontrer et partager des expériences et discuter des progrès accomplis. Le forum pourrait aussi servir pour l'initiative d'harmonisation au niveau continental et devrait être lié au Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).
- Des études d'impact ex ante et ex post doivent être menées sur le processus d'harmonisation pour appuyer les efforts de lobbying en vue de l'harmonisation au niveau continental.

L'IFDC collaborera avec les diverses organisations représentées à l'atelier pour promouvoir le développement des marchés d'intrants agricoles et des systèmes de réglementation qui encouragent l'investissement privé, des marchés ouverts, la disponibilité de technologies améliorées pour les paysans et l'harmonisation régionale. ♦

Un Projet en Azerbaïdjan débouche sur une activité humanitaire

Outre ses activités formelles, le projet Développement de marchés d'intrants agricoles en Azerbaïdjan (AMDA) a débouché sur une activité humanitaire qui a renforcé la sympathie vis-à-vis du projet. Le projet AMDA a aidé l'orphelinat de Lenkeran en fournissant des engrais, des semences et des produits phytosanitaires pour leur jardin. Les enfants de l'orphelinat apprennent les éléments de base en agriculture en produisant des fruits et des légumes. Les produits du jardin sont utilisés dans la cuisine de l'orphelinat pour améliorer le régime

(La suite à la page 8)

Photo Ylli Bicoku, IFDC/AMDA



Le coordinateur de terrain du projet IFDC/AMDA Adalet et Agagul Huseynov, un distributeur inspectent la germination des pommes de terre.

(Suite de la page 7)

alimentaire des enfants. Ces derniers ont planté des arbres tels que des pommiers, des avocats, des cognassiers, des pruniers, des noix et plusieurs variétés d'agrumes. Dans le jardin potager les enfants cultivent les choux, les tomates, les pastèques, le tournesol, le maïs, les épices, l'ail et la betterave.

L'objectif de ce projet de trois ans est d'améliorer la commercialisation et l'accessibilité des intrants agricoles en Azerbaïdjan. Des résultats spectaculaires ont été enregistrés. Le projet a organisé des formations techniques, facilité l'accès aux crédits et aidé à mettre en place une association professionnelle de distributeurs d'intrants agricoles. Cette association a contribué à améliorer les politiques, les lois et les réglementations en matière d'intrants agricoles. Elle a fourni de l'information et d'autres services d'appui à ses membres et à leurs clients qui sont des paysans. De plus, des essais en champ et en serre et des programmes de transfert de technologie sont offerts aux distributeurs et à leurs clients agriculteurs.

En avril 2004, l'AMDA a aidé à la création de l'Association de Distributeurs d'Intrants Agricoles (AKTIVTA) qui fut la première association de ce genre à être officiellement enregistrée en Azerbaïdjan et la première organisation appuyée par un partenaire de projet de l'USAID. Les 92 membres de l'association fournissent régulièrement des intrants agricoles à plus de 42 000 paysans azerbaïdjanais. Durant la troisième année, 14 distributeurs d'intrants agricoles ont reçu des crédits totalisant 81 000 dollars US, tandis que les clients du projet ont investi 152 000 dollars US de leurs propres ressources pour développer leur commerce, non seulement dans le secteur des intrants, mais aussi dans des serres pour la production de légumes à valeur ajoutée. Des journées portes ouvertes visant à promouvoir l'amélioration de la production de pommes, par exemple, a stimulé une production de meilleure qualité ; de ce fait 80% des pommes étaient vendues sur le marché russe deux semaines après la récolte.

L'un des bénéficiaires du projet d'Azerbaïdjan est le planteur de pomme de terre, Matlab Mamedov, qui a pu augmenter ses rendements de 50% depuis qu'il avait appris à utiliser de nouveaux engrais et l'irrigation goutte à goutte. Mamedov cultive des pommes de terre sur un champ de 15 ha au sud d'Azerbaïdjan. En 2003, il a participé à un atelier du projet AMDA au cours duquel les paysans ont découvert de nouveaux engrais et l'irrigation goutte à goutte. L'atelier a aussi aidé les paysans à s'organiser en associations et les a mis en relation avec des marchés. Grâce à l'utilisation du triple super phosphate, qu'il a découvert durant l'atelier, Mamedov a pu réaliser une augmentation de rendement de 50% ; il a aussi amélioré ses pratiques de stockage et de protection de ses pommes de terre contre les maladies.

Le projet AMDA a aidé les distributeurs azerbaïdjanais à participer à des foires commerciales en Turquie, en Israël et en Georgie. Au début de l'année 2004, l'association a participé à une grande foire commerciale des engrais organisée à Moscou.

Bien que l'objectif principal du projet soit de sensibiliser les distributeurs et les paysans à l'utilisation et à la qualité des engrais disponibles, le programme a également organisé des ateliers sur la gestion des charges de l'exploitation, les relations avec les institutions financières en vue de l'obtention de crédit, la création d'une association professionnelle, l'évaluation de la production des légumes et des pommes. Le projet a aussi contribué à la publication de huit manuels sur les meilleures pratiques qui servent de guides aux paysans. ♦

Le projet au Ghana donne des résultats prometteurs

L'IFDC vient d'achever un projet de deux ans mis en œuvre au Ghana. Ce projet avait pour objectif de dispenser des formations techniques et commerciales aux distributeurs et importateurs d'intrants agricoles pour assurer une offre compétitive. Les principaux objectifs étaient d'augmenter le nombre de distributeurs formés et de renforcer leur capacité de fournir des services de vulgarisation aux détaillants et aux agriculteurs, de renforcer la jeune association professionnelle de distributeurs d'intrants créée en juillet 2003 et de faire le lien avec les nouveaux projets de développement agricole de la Mission. Un objectif secondaire était de former les vulgarisateurs du secteur privé

en vue de stimuler la demande d'intrants au niveau des exploitations.

Au cours des deux dernières années, le Projet pour le renforcement des marchés d'intrants agricoles du Ghana (GAIMS) a formé 420 distributeurs d'intrants agricoles, parmi lesquels des distributeurs de semences et des distributeurs d'intrants cacao. Parmi les distributeurs formés, 21% étaient des femmes. L'objectif était d'équiper les distributeurs de connaissances techniques et commerciales suffisantes pour leur permettre de rentabiliser leurs opérations.

Le projet a formé 60 vulgarisateurs du secteur public. Cette formation avait pour but de niveler leurs connaissances techniques par rapport à celles des distributeurs afin d'uniformiser les messages techniques adressés aux paysans.

A travers le projet GAIMS l'IFDC a collaboré avec le Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture (MOFA), le GTZ, TechnoServe et l'Agence pour la Protection de l'Environnement (EPA) et d'autres agences de développement. La stratégie de coopération consistait à partager les coûts, consolider les financements, minimiser la duplication des efforts et par-dessus tout, à améliorer les synergies entre les agences de développement.

Le projet du Ghana a aidé à la création d'une association nationale de distributeurs d'intrants forte, capable de protéger les intérêts de ses membres. Ainsi naquit l'Association Ghanéenne de Distributeurs d'Intrants Agricoles (GAIDA) qui compte aujourd'hui 308 membres cotisants actifs.

(La suite à la page 10)

Annonces

Mr Soumaïla Cisse a été nommé au Conseil d'administration de l'IFDC lors de sa réunion d'octobre 2004. Il est le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Il a été auparavant Commissaire chargé du Département des politiques fiscales, douanières et commerciales de l'UEMOA ; Ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire, de l'environnement et de l'urbanisation du Mali ; Ministre des Finances et du Commerce, et Secrétaire général au cabinet de la Présidence du Mali.

Mr Patrick J. Murphy a été nommé au Conseil d'administration de l'IFDC en octobre 2004. Son dernier poste a été celui de conseiller bancaire principal du Groupe de politique économique et de l'Administration provisoire de la Coalition à Bagdad, en Iraq. Mr Murphy avait occupé plusieurs postes à la Bank of America, dont celui de directeur de l'Office international des services de banques privés ; directeur commercial, Global Network Initiative ; gestionnaire de prêts, Groupe de syndication d'Amérique latine ; négociateur de dette, gestion de la dette publique mondiale ; agent de prêts par pays, République de Panama ; et administrateur de crédit, Office régional de l'Amérique Centrale et des Caraïbes.

Dr Juan M. Estrada a pris fonction à l'IFDC en août 2004 comme spécialiste du Développement des distributeurs/Formations/Systèmes d'information de marché dans le cadre du projet de Développement de marchés d'intrants agricoles du Malawi, projet financé par l'USAID. Dr Estrada est titulaire d'un doctorat en développement international et en économie des systèmes de production agricole et d'une maîtrise en économie rurale de l'Université de l'Etat de Michigan. Il détient un diplôme en agronomie de l'Université de San Carlos, Guatemala. Dr Estrada a récemment occupé le poste de scientifique principal à l'Institut International de Recherche sur les Cultures des Zones Tropicales Semi-arides (ICRISAT) au Malawi. ♦

IFDC

Calendrier des programmes de formation – 2005

Programme formation/Atelier	Date	Lieu	Inscription, US \$	Inscription tardive, US \$
1. Pratiques innovatrices en gestion de l'utilisation efficace de l'azote	13-17 février	Dhaka, Bangladesh	1 000	1 200
2. Gestion Intégrée de la Fertilité des Sols	11-15 avril	Accra, Ghana	1 000	1 200
3. Systèmes d'information de marché	9-13 mai	Accra, Ghana	1 000	1 200
4. Atelier sur la technologie de la production de l'engrais azoté	13-17 juin	Maastricht, Pays-Bas	2 100 (Membre iFA) 2 200 (Membre non iFA)	2 200 2 300
5. Gestion de la commercialisation des engrais	5-16 septembre	Bangkok, Thaïlande	2 000	2 300
6. Atelier sur la technologie de production de l'engrais phosphaté	26-30 septembre	Bruxelles, Belgique	2 100 (Membre iFA) 2 200 (Membre non iFA)	2 200 2 300
7. Systèmes et Entreprises Agricoles Compétitifs (en Fr.)	14-18 novembre	Ouagadougou, Burkina Faso	1 000	1 200

NB. Chaque inscription doit être accompagnée d'un versement initial non remboursable de \$200. Le versement sera crédité aux frais de participation payables quatre semaines avant le début du programme. Par la suite, le tarif d'inscription tardive sera appliqué. Les frais de participation moins le versement initial seront remboursés pour toute annulation intervenant deux semaines avant le début du programme ; après, 90% des frais payés seront remboursés et 10%, en plus du versement initial, seront prélevés pour les frais administratifs.

L'IFDC se réserve le droit d'annuler tout programme ou d'en changer les dates et/ou les lieux sans aucune obligation de compensation.

Les registres disponibles indiquent que les distributeurs formés par le projet ont fourni des intrants agricoles à plus de 400 000 paysans.

Le projet a eu un impact considérable sur le secteur agricole du pays. Le secteur des marchés privés d'intrants agricoles s'est développé et l'utilisation des intrants s'est accrue. Ainsi, les importations et l'utilisation des engrais au Ghana ont passées de 31 000 tonnes en 2002 à 48 000 tonnes en 2003 et 61 000 tonnes en 2004. Les distributeurs formés par le projet ont augmenté substantiellement leurs ventes d'engrais. Les ventes de semences et de produits phytosanitaires sont passées de \$ 89 501 dollars US en 2003 à \$ 142 421 en juin 2004. En 2005, les agriculteurs feront des achats d'intrants additionnels de \$ 9 millions auprès des distributeurs formés. La formation simultanée des vulgarisateurs et des distributeurs en 2004 contribuera à stimuler la demande d'intrants et permettra d'assurer l'uniformité et l'exactitude des messages diffusés.

En 2004, les agriculteurs ghanéens ont augmenté leurs achats d'intrants modernes pour le maïs, le riz et le niébé d'environ 11%, 15% et 26% respectivement et augmenté leur production de 176%, 155% et 69% pour ces cultures respectivement par rapport à 2003.

Parmi les agriculteurs interviewés, 88 pour cent ont à présent un meilleur accès aux intrants. En 2003, pour acheter des intrants, ils devaient parcourir une distance moyenne de 38,5 km en 72 minutes. Durant la campagne de 2004, la distance moyenne à parcourir était réduite à 27,6 km ce qui prenait environ 58 minutes. ♦

UN projet au Nigeria a un impact considérable

Depuis 2001, l'IFDC met en œuvre un projet intitulé Développement de Marchés d'Intrants Agricoles au Nigeria (DAIMINA). Ce projet se concentre sur trois activités principales : (1) la réforme des politiques d'intrants agricoles et des réglementations, (2) le développement des capacités du secteur privé en matière de commercialisation agricole et (3) le renforcement des systèmes d'information de marché. Le projet est financé par l'USAID et mis en œuvre en collaboration avec le Ministère fédéral de l'Agriculture et du Développement Rural (FMARD) et quatre gouvernements locaux.

L'IFDC a appuyé le FMARD pour la révision et l'amélioration de la loi sur les engrais et de celle sur les semences agricoles. Le projet DAIMINA a organisé un atelier national sur les politiques d'intrants agricoles. Il a aidé à l'organisation, au niveau national, de l'Association des Producteurs et des Distributeurs d'engrais au Nigeria (FEPSAN) et, au niveau des Etats, de quatre associations de distributeurs d'intrants agricoles en vue d'encourager le dialogue sur les politiques et le développement du commerce. De plus, DAIMINA a introduit, à l'échelle pilote, le système de bon d'engrais à la place des subventions directes. Une chaîne de produits et d'intrants agricoles de 558 membres comprenant des détaillants, des grossistes, des producteurs et des importateurs de produits agricoles, des marchands céréaliers, des vulgarisateurs et d'autres acteurs clés – a été établie dans la zone du projet. L'équipe de DAIMINA a formé 350 distributeurs qui ont servi 750 000 paysans. Les négociants agricoles formés par le personnel de DAIMINA ont enregistré une croissance annuelle de 38% de leurs chiffres d'affaires et 40% d'entre eux ont pu obtenir plus de 500 000 de dollars US de crédit commercial. Ces négociants ont enregistré une croissance de 64% de l'importation des engrais de janvier à septembre 2004, par rapport à la même période en 2003.

Les informations de marché relatives à la demande et aux prix des intrants et produits agricoles sont diffusées via les média imprimés et électroniques. Des brochures techniques et éducatives sur de nombreux sujets sont produites et distribuées aux détaillants d'intrants agricoles et aux paysans pour servir de matériels de référence. Une organisation nationale, Nigeria Agricultural Market Information Services (NAMIS) a reçu un appui de l'Unité de coordination du projet (FMARD) et du Programme spécial sur la Sécurité alimentaire, exécuté par la FAO pour remplir les fonctions de collecte et de diffusion des informations de marché.

Douze gouvernements locaux et des projets de développement agricole ont approché l'IFDC pour une collaboration dans le domaine du développement des chaînes d'approvisionnement en intrants et du développement des capacités du secteur privé. ♦

Un projet au Bangladesh profite aux paysans et à l'environnement

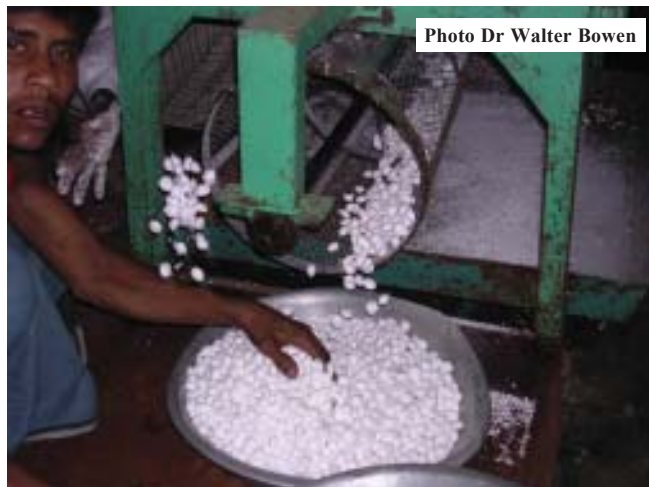
Les riziculteurs en Asie ont compris depuis des années que seule une portion de l'urée appliquée sur leurs cultures était absorbée par la plante en croissance. Nombre d'entre eux acceptaient comme inévitable le fait de perdre près des deux tiers de l'azote appliqué. Ces pertes importantes sont dues à la volatilisation de l'ammoniac, à la dénitrification et au lessivage lorsque l'urée est épandue à la volée et qu'elle passe ensuite dans les eaux de ruissellement. Malheureusement, sur le plan de l'environnement, les composés azotés ainsi perdus contribuent au réchauffement de l'atmosphère et à la pollution des nappes d'eau. Par conséquent, l'épandage à la volée de l'urée entraîne non seulement une perte économique pour les paysans, mais aussi des effets nuisibles sur l'environnement.

Depuis plusieurs années, l'IFDC travaille avec des partenaires au Bangladesh pour vulgariser une approche alternative de gestion de l'urée : le placement en profondeur de grosses briquettes d'urée dans le sol humide juste après le repiquage du riz. Connue sous le nom de placement en profondeur de l'urée (UDP), cette technique implique la production de briquettes d'urée par des entrepreneurs privés à l'aide de machines fabriquées localement. Le propriétaire de la machine achète l'urée prillée pour en faire des briquettes qui sont vendues directement aux paysans. Une étude menée en 2004 à l'échelle nationale, a montré que plus de 1 600 machines avaient été fabriquées et vendues et que plus de 550 000 riziculteurs utilisaient la tech-

(Suite de la page 10)

nique UDP dans leurs champs. La dernière évaluation de 530 essais en champ comparant les résultats de l'UDP à ceux obtenus avec la pratique d'épandage à la volée de l'urée par les paysans montre clairement que l'UDP peut aider les paysans à produire davantage de riz, à réduire le taux d'urée appliquée et à accroître leurs bénéfices. De 2 000 à 2 004, l'UDP a permis d'augmenter les rendements de riz de 22% en moyenne, de réduire l'utilisation de N de 47% et d'augmenter les bénéfices des producteurs de 24%.

La perspective d'un si important impact sur la sécurité alimentaire, les revenus agricoles et l'environnement est ce qui stimule le développement de la technique UDP au Bangladesh. L'intérêt pour cette technique ne cesse de croître à mesure que les organisations gouvernementales et non gouvernementales travaillent avec des groupes de paysans et des producteurs de briquettes en facilitant les formations et les essais en champ pour une plus grande diffusion de la technologie. Des machines de briquettes sont continuellement fabriquées et vendues au Bangladesh à des prix abordables et cela aide à couvrir les nouvelles demandes. La technologie fait tâche d'huile et cela pourrait réduire considérablement le dégagement des composés azotés dans l'atmosphère tout en augmentant les rendements céréaliers et les revenus des agriculteurs. ♦



L'IFDC remporte le projet MISTOWA

En septembre 2004, l'USAID a octroyé un projet de quatre ans à l'IFDC – le projet de Renforcement des Réseaux Régionaux de Systèmes d'Information de Marché et des Organisations de Commerçants en Afrique de l'Ouest (MISTOWA). Ce projet a pour objectif de favoriser la croissance du commerce agricole régional et la sécurité alimentaire à travers l'amélioration et la liaison des efforts régionaux en cours en vue de générer, de diffuser et de faire un usage commercial de l'information du marché agricole. Le projet aidera aussi les systèmes d'information de marché (SIM) régionaux et les partenaires commerciaux à maîtriser d'autres contraintes à l'émergence de filières agricoles fortes et dynamiques capables d'utiliser les informations pour améliorer la production, le transport, les crédits et le commerce. Il contribuera à développer des services à valeur ajoutée tels que les opérations post-récolte, la transformation, l'emballage et le contrôle de qualité. Des SIM et des organisations commerciales efficaces aideront aussi à sensibiliser les paysans davantage sur les opportunités et les technologies permettant d'accroître la production et stimuleront la demande pour les produits agricoles de qualité à forte valeur ajoutée. Avec les importantes contributions d'autres bailleurs de fonds et d'autres initiatives, du secteur privé et d'autres parties prenantes, le projet couvrira l'ensemble des pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Le projet MISTOWA intervient dans quatre domaines clés :

- **Augmenter l'efficacité des SIM régionaux.** MISTOWA aide à renforcer et à lier les SIM régionaux afin qu'ils soient plus efficaces et que les informations soient plus facilement accessibles aux producteurs et aux commerçants. Le projet aide également à intégrer les SIM privés et à développer les services commerciaux à valeur ajoutée pour ses abonnés.
- **Renforcer les capacités des organisations régionales de commerçants et de producteurs :** MISTOWA aide à augmenter l'efficacité et le nombre d'organisations régionales de producteurs et de commerçants pour leur permettre de devenir des vecteurs de changements technologiques et du développement des filières et des partisans de réformes de politiques.
- **Améliorer l'environnement des affaires en Afrique de l'Ouest :** MISTOWA aide à améliorer le commerce agricole intra régional et à traiter des questions transversales relatives à l'amélioration du commerce (qualité, norme et données fiables) le bien-être des populations (VIH/SIDA), les aspects genre et la gestion des ressources naturelles.
- **Avoir un impact sur le Nigeria :** MISTOWA apporte une assistance au Nigeria qui constitue l'économie la plus importante en Afrique de l'Ouest, en vue de développer des SIM et des associations professionnelles et développer des liens plus productifs avec le reste de la région dans le domaine du commerce agricole.

La liste des produits et des intrants agricoles sélectionnés pour la phase initiale comprend le maïs, le riz, le manioc, l'oignon, la tomate et les bovins et les produits commercialisés – les noix de cajou, les amandes et le beurre de karité et les engrais. Les pays cibles sont le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, le Nigeria et le Sénégal. La Côte d'Ivoire, la Guinée, le Niger et le Togo seront inclus à un certain stade d'avancement du projet.

(La suite à la page 12)

**IFDC—Un Centre international pour la fertilité des
sols et le développement agricole
B.P. 2040
Muscle Shoals, Alabama, 35662, États-Unis**

(Suite de la page 11)

Le projet MISTOWA implique de nombreux partenaires. Les partenaires de mise en œuvre sont les SIM régionaux et les organisations de commerçants et de producteurs. Les institutions régionales économiques et monétaires impliquées sont la CEDEAO et l'UEMOA. Parmi les partenaires techniques figurent le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS). Les partenaires financiers et techniques incluent Agriterra (une ONG hollandaise), le Centre International de Recherche de Développement (Canada), le Centre Technique de coopération agricole et rurale, les missions USAID en Afrique de l'Ouest. Les partenaires au niveau national sont l'Observatoire des marchés agricoles du Mali, des associations de producteurs agricoles et des organisations professionnelles du Ghana et le Système national d'Information de Marché agricole du Nigeria. Les partenaires privés sont Manobi au Sénégal et BusyLab au Ghana. AMEX International et Geekcorps sont des sous-traitants.

Depuis octobre 2003, le projet a organisé des ateliers consultatifs avec les parties prenantes venant de 11 pays et deux ateliers régionaux avec les partenaires. Des ateliers spécialisés ont été organisés sur six produits spécifiques. Le processus a conduit à la sélection des pays et des produits cibles et les modalités d'appui aux SIM régionaux et nationaux pour rendre l'information de marché accessible aux organisations de commerçants et de producteurs. Des réunions consultatives ont été organisées avec les partenaires et les collaborateurs afin de peaufiner et d'ajuster leurs plans d'action annuels et les plans de suivi & évaluation.

Le centre de ressources du projet MISTOWA, équipé d'un portail Internet et d'un centre d'information sera mis en place au cours de la première année. Une plate-forme sera créée pour établir des liens entre les partenaires en vue de faciliter le partage d'informations. Des études de base seront menées pour définir des indicateurs de résultats. Le projet organisera trente-cinq ateliers et conférences nationales et régionales, un programme international de formation pour les responsables de SIM, quatre formations régionales et huit formations nationales sur des produits spécifiques y compris des voyages d'étude. ♦